

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1741

15 juin 2016

SOMMAIRE

Casa Do Bacalhau	83558	Port Noir Investment S.à r.l.	83526
Casplam Telecom GP	83562	Pralines S.A.	83527
Clearsight Industries S.à r.l.	83541	Quadriga Invest S.A.	83568
Cordiant GP S.à r.l.	83550	Quadriga Invest S.A.	83529
CS German Retail S.à r.l.	83567	Quelen Holding Investissements & Participa- tions S.à r.l.-SPF	83530
DBG Fund VII GP S.à r.l.	83531	Qui.Lu.Cru S.à r.l.	83530
Edmond de Rothschild Euroopportunities S.C.A., SICAR	83530	Recticel Luxembourg	83524
Global InfraCo S.à r.l.	83523	Recticel Luxembourg	83525
Good State Capital Holding S.A.	83522	Regulis S.A.	83525
Groupe SPM S.A.	83523	Regulis S.A.	83525
H.I.G. Europe - Silentnight S.à r.l.	83523	Rembrandt III S.à r.l.	83528
H.I.G. Europe - Silentnight S.à r.l.	83523	Rembrandt III S.à r.l.	83528
Impulse	83524	Rembrandt V S.à r.l.	83528
Impulse	83524	Selenga S.A.	83522
Inox Ré, S.A.	83524	Servus Luxembourg	83522
Parc-Immo Gestion s.à r.l.	83527	Servus Sub	83522
Parkininvest Spf S.A.	83527	Seven & Outside Services Sàrl	83522
Parkininvest Spf S.A.	83526	Shelco Luxembourg S.à r.l.	83530
Participations Sanitaire S.A.	83526	SIG Combibloc Group Holdings S.à r.l.	83528
Participations Sanitaire S.A.	83525	SIG Combibloc Holdings GP S.à r.l.	83529
PET Packaging S.à r.l.	83526	SIG Combibloc Holdings S.C.A.	83529
PineBridge Investments Holdings Limited Sàrl	83527	SIG Combibloc PurchaseCo S.à r.l.	83529
		Via Key Solutions S.à r.l.	83565

Selenga S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 142.745.

—

Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires en date du 17 décembre 2015

L'assemblée générale des actionnaires de la Société a décidé de renouveler en qualité d'administrateur de la Société pour une période de 6 ans, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société, qui se tiendra en 2021:

- Monsieur Carlo Schneider, né le 8 juin 1967 à Ettelbruck (Luxembourg), demeurant 16, rue des Primevères, L-2351 Luxembourg,

Référence de publication: 2016094837/13.

(160063925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2016.

Servus Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 176.912.

—

Les comptes annuels au 30.09.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 19 avril 2016.

Référence de publication: 2016094838/10.

(160064600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2016.

Servus Sub, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 176.913.

—

Les comptes annuels au 30.09.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 19 avril 2016.

Référence de publication: 2016094839/10.

(160064599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2016.

Seven & Outside Services Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4220 Esch-sur-Alzette, 12, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 144.986.

—

Les comptes au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016094840/9.

(160064789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2016.

Good State Capital Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 179.061.

—

Dépôt rectificatif du dépôt L160062781 du 15/04/2016

Veillez être informés que l'Assemblée Générale n'a pas été tenue et que Monsieur Hubert Thierry, Administrateur unique de la société, ayant son adresse au 135, Avenue des Dames Blanches, B-1150 Woluwe-Saint-Pierre, n'aurait pas dû être rayé.

Luxembourg, le 19/04/2016.

Référence de publication: 2016095256/12.

(160064875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Groupe SPM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 132, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 202.184.

Je soussigné, Christophe MIGNANI, représentant de la S.A. ABROAD CONSULTING, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 92.617, démissionne de ses fonctions de commissaire aux comptes avec effet immédiat, dans la société GROUPE SPM S.A., Inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 202 184.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2016.

Christophe MIGNANI.

Référence de publication: 2016095261/13.

(160064970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

H.I.G. Europe - Silentnight S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 158.283.

Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2013 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 30 mai 2014, sous la référence L140089489 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2016.

Référence de publication: 2016095263/12.

(160065120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

H.I.G. Europe - Silentnight S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 158.283.

Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2012 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 8 mai 2013, sous la référence L130073886 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2016.

Référence de publication: 2016095264/12.

(160065121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Global InfraCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 66.631,02.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 151.630.

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale du 18 Avril 2016 que:

- Mr Werner KERSCHL, a démissionné de ses fonctions de gérant de classe A de la Société avec effet au 18 Avril 2016.

- Mr Duncan SYMONDS, né le 1^{er} septembre 1973 à Wegberg en Allemagne, résidant professionnellement au 3rd Floor 60 Gresham Street Londres EC2V 7BB Royaume-Uni, a été nommé gérant de classe A de la Société avec effet au 18 Avril 2016 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2016.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016095242/17.

(160065140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Impulse, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 67.083.

Nous vous remettons par la présente notre démission comme commissaire de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 14 avril 2016.

AUDIEX S.A.

Signature

Commissaire

Référence de publication: 2016095299/12.

(160065197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Impulse, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 67.083.

BDO Tax & Accounting a décidé de dénoncer le siège social avec effet au 18 février 2016 de la société
IMPULSE

Société Anonyme

2, avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

Inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 67 083

Luxembourg, le 18 février 2016.

BDO Tax & Accounting

Société Anonyme

Le domiciliataire

Référence de publication: 2016095300/16.

(160065552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Inox Ré, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 97.038.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale du 24 mars 2016

L'assemblée reconduit KPMG Luxembourg (B 149133), 39 Avenue John F. Kennedy, L1855 Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2016095301/12.

(160064865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Recticel Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 4.890.

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale du 29 mars 2016

- L'Assemblée décide de renouveler les mandats des Administrateurs Brigitte DECKERS, Jean-Pierre MELLEN, Dirk VERBRUGGEN jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes 2017.

- L'Assemblée reconduit HRT Révision SA (B 51 238), 163 Rue de Kiem à L-8030 Strassen en tant que Commissaire aux comptes de la société, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2016095490/14.

(160065043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Recticel Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 4.890.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2016095491/10.

(160065044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Regulis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 191.893.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016095493/10.

(160065337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Regulis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 191.893.

EXTRAIT

Il résulte du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 16 mars 2016 que les mandats des administrateurs, à savoir:

- Monsieur Nicolas Gavage, administrateur, demeurant 9, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg
- Monsieur Dan Ebbinghaus, administrateur, demeurant 26, Chemin de Joinville, CH-1216 Cointrin
- Monsieur Rob Cowan, administrateur, demeurant 55, Plaza, bâtiment Blanchardstown Corporate Park 2, étage Suite 3, IRL-15 Blanchardstown

sont renouvelés pour une nouvelle période d'un an. Leurs mandats prenant fin ensemble avec celui du Réviseur d'Entreprises, à savoir:

PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, 2, rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg

lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2016.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 20 avril 2016.

Référence de publication: 2016095494/20.

(160065362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Partecipations Sanitaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 45, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 144.006.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social le 14 avril 2016 à 10h45

Révocation du Dépositaire suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 avril 2016:

Suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui s'est tenue en date du 14 avril 2016 par-devant Maître Carlo WER-SANDT, notaire de résidence à Luxembourg, le Conseil d'Administration décide de révoquer le Dépositaire, la Société Centre Général d'Expertises Comptables (en abrégée CGE) S.à.r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PARTECIPATIONS SANITAIRE SA

Référence de publication: 2016095471/14.

(160065064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Partecipations Sanitaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 45, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 144.006.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social le 14 avril 2016 à 10h 45

Acter la modification de l'adresse de l'Administrateur, Madame Marie Immacolata FLORANGE:

Le conseil d'Administration acte le changement de l'adresse de l'Administrateur Madame Marie Immacolata FLORANGE, à savoir nouvelle adresse au 45, ROUTE D'ARLON, L-8009 STRASSEN.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PARTECIPATIONS SANITAIRE SA

Référence de publication: 2016095472/13.

(160065452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

PET Packaging S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 145.000,00.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 119.812.

—
Extrait des résolutions prises par les Associés de la société en date du 25 janvier 2016

Il a été décidé:

- de révoquer le mandat de KPMG Luxembourg;
- de nommer aux fonctions de réviseur d'entreprises agréé Ernst & Young S.A., ayant son siège social 35E avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, jusqu'à l'assemblée générale statuant en 2016 sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2015.

Pour extrait certifié conforme

Mandataire

Référence de publication: 2016095473/16.

(160065524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Parkininvest Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 42.798.

—
Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016095470/9.

(160065342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Port Noir Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 131.314.221,15.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 83.483.

—
Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 20 avril 2016.

ATOZ SA

Aerogolf Center Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2016095464/16.

(160065469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Parc-Immo Gestion s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4605 Differdange, 23, rue Adolphe Krieps.
R.C.S. Luxembourg B 54.341.

Le bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 20 avril 2016.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2016095467/14.

(160065535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Parkininvest Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 42.798.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 08.04.2016 à Luxembourg

L'Assemblée renouvelle pour une période de 6 ans le mandat des Administrateurs et du Commissaire sortants, à savoir Messieurs GILLET Etienne, 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 LUXEMBOURG, JACQUEMART Laurent, 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 LUXEMBOURG, MARECHAL Joël, 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 LUXEMBOURG, en tant qu'administrateurs et la société AUDITEX S.A.R.L. 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 LUXEMBOURG, en tant que commissaire aux comptes.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2022.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2016095469/17.

(160065341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Pralines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 95, rue Ermesinde.
R.C.S. Luxembourg B 151.850.

Extrait de la résolution prise par l'administrateur unique de la société en date du 18 avril 2016.

Résolution unique

L'Administrateur unique décide de transférer le siège social de la société au 95 rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

L'Administrateur Unique

Référence de publication: 2016095474/12.

(160065339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

PineBridge Investments Holdings Limited Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 21, rue du Fort Elisabeth.
R.C.S. Luxembourg B 148.894.

Les comptes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PineBridge Investments Holdings Limited Sàrl

Un mandataire

Référence de publication: 2016095460/11.

(160065640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Rembrandt III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.231.550,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 88.973.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société en date du 1^{er} avril 2016 que le mandat de Mme. Corine Frérot en tant que gérante unique de la Société est renouvelé pour une période d'un an, soit jusqu'à la prochaine assemblée statuant sur les comptes au 31 décembre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2016.

Pour extrait conforme

Rembrandt III S.à. r.l.

Référence de publication: 2016095495/15.

(160064883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Rembrandt III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.231.550,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 88.973.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2016.

Référence de publication: 2016095496/10.

(160065228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Rembrandt V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.020.400,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 88.975.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société en date du 1^{er} avril 2016 que le mandat de M. Christophe Mathieu en tant que gérant unique de la Société est renouvelé pour une période d'un an, soit jusqu'à la prochaine assemblée statuant sur les comptes au 31 décembre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2016.

Pour extrait conforme

Rembrandt V S.à. r.l.

Référence de publication: 2016095497/15.

(160064884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

SIG Combibloc Group Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.148.646,19.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 191.803.

Il est porté à connaissance des tiers que, suite à la fin du contrat de domiciliation entre MAS Luxembourg S. à. r. l. et la Société SIG Combibloc Group Holdings S.à.r.l. dénoncé par le domiciliataire le 25 novembre 2015, le nouveau siège social de la Société est désormais situé au 6C rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxembourg avec effet au 3 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 19 avril 2016.

Référence de publication: 2016095558/14.

(160065464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

SIG Combibloc Holdings GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 191.807.

Il est porté à connaissance des tiers que, suite à la fin du contrat de domiciliation entre MAS Luxembourg S.à r.l. et la Société SIG Combibloc Holdings GP S.à r.l. dénoncé par le domiciliataire le 25 novembre 2015, le nouveau siège social de la Société est désormais situé au 6C rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxembourg avec effet au 3 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 19 avril 2016.

Référence de publication: 2016095559/13.

(160065296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

SIG Combibloc Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.**Capital social: EUR 2.000.001,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 191.823.

Il est porté à connaissance des tiers que, suite à la fin du contrat de domiciliation entre MAS Luxembourg S.à r.l. et la Société SIG Combibloc Holdings S.C.A. dénoncé par le domiciliataire le 25 novembre 2015, le nouveau siège social de la Société est désormais situé au 6C rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxembourg avec effet au 3 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 19 avril 2016.

Référence de publication: 2016095560/13.

(160065294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

SIG Combibloc PurchaseCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.012.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 191.828.

Il est porté à connaissance des tiers que, suite à la fin du contrat de domiciliation entre MAS Luxembourg S.à r.l. et la Société SIG Combibloc PurchaseCo S.à r.l. dénoncé par le domiciliataire le 25 novembre 2015, le nouveau siège social de la Société est désormais situé au 6C rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxembourg avec effet au 3 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 19 avril 2016.

Référence de publication: 2016095561/13.

(160065301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Quadriga Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 20, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 202.544.

Auszug aus der Gesellschafterversammlung vom 4. April 2016

Der alleinige Gesellschafter nimmt den Rücktritt von Herrn Kindy FRITSCH als Verwaltungsratsmitglied an.

Herr Bernd Roland EHRET, geboren am 27. Januar 1974 in Bayreuth, wohnhaft in D-04109 Leipzig, Goethestrasse 1, wird als neues Verwaltungsratsmitglied ernannt. Sein Mandat endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung, die im Jahre 2021 stattfinden wird.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8. April 2016.

Pour la société

Référence de publication: 2016095479/15.

(160065431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Quelen Holding Investissements & Participations S.à r.l.-SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, Rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 193.900.

Par résolutions de l'associé unique prisent en date du 15 décembre 2015, Monsieur Maxime TANNOURI, né le 15 janvier 1988 à Tassin la Demi-Lune (France), demeurant professionnellement au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été nommé gérant au conseil de gérance en remplacement du gérant démissionnaire, Monsieur Bartosz SZLAPKA.

Monsieur Maxime TANNOURI a été nommé pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 19 avril 2016.

Pour: QUELEN HOLDING INVESTISSEMENTS & PARTICIPATIONS S.à r.l. - SPF

Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016095480/17.

(160065528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Qui.Lu.Cru S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1530 Luxembourg, 111, rue Anatole France.

R.C.S. Luxembourg B 100.109.

Extrait de la cession de parts du 14 mars 2016

Il résulte d'une cession de parts du 14 mars 2016 que la société Ganylux S.A., avec siège social 14, Place Guillaume II, L-1648 LUXEMBOURG, a cédé 20 parts de la société à responsabilité limitée Qui.Lu.Cru à Monsieur Fabio LEONE, demeurant 17, rue des Roses L-2445 LUXEMBOURG.

Après cession la répartition des parts sociales de Qui.Lu.Cru S.à r.l. est la suivante:

Ganylux S.A.,	80 parts
Fabio LEONE,	20 parts
Total	100 parts

Fait à Luxembourg, le 14 mars 2016.

Référence de publication: 2016095482/16.

(160064807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Shelco Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.960.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016095552/10.

(160065312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

Edmond de Rothschild Euroopportunities S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 117.202.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2016.

Référence de publication: 2016095185/11.

(160064839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2016.

DBG Fund VII GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 205.241.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the eighteenth day of March.

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

AIFM-DBG Fund VII Management (Guernsey) LP, a limited partnership established and existing under the laws of Guernsey, registered with the Guernsey Registry under number 2510, having its registered office at First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG, acting by its managing general partner DBG Management GP (Guernsey) Limited, registered with the Guernsey Registry under number 1680, having its registered office at First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG,

here represented by Ms Susanne Storgårds, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given on March 11, 2016.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (*société à responsabilité limitée*) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name DBG Fund VII GP S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies, partnerships or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company shall in particular be appointed as and act as the managing general partner of one or several alternative investment fund(s) governed by the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “AIFM Law”) established as Luxembourg special limited partnership(s) (*société en commandite spéciale*).

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may also act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entity.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he/she/it owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. Meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous resolution.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office. The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of different classes, namely class A managers (the “Class A Managers”) and class B managers (the “Class B Managers”). Any reference made hereinafter to the “managers” shall be construed as a reference to the Class A Managers and/or the Class B Managers, depending on the context and as applicable.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, the board of managers may deliberate or act validly only if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager is present or represented at the meeting.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, decisions shall be taken by a majority of the managers present or represented including at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by (i) the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or (ii) by any manager or, (iii) by one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager if applicable. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any manager or, by one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager if applicable.

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signatures of any two (2) managers or, by the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager if applicable, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 A statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The statutory auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

20.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year of which the annual accounts have been approved, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2016.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed as follows:

- Twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by AIFM-DBG Fund VII Management (Guernsey) LP, aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).
- The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

Resolutions of the shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:
 - (i) Ms Monica Morsch, born in Craiova, Romania on 3 June 1987, professionally residing at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg; and
 - (ii) Ms Anke Jager, born in Salzgitter, Germany on 22 April 1968, professionally residing at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendsechzehn, am achtzehnten März.

Vor uns, Maître Marc Loesch, Notar mit Amtssitz in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

AIFM-DBG Fund VII Management (Guernsey) LP, eine Kommanditgesellschaft gegründet und bestehend nach dem Recht von Guernsey, eingetragen im Guernsey Registry unter der Nummer 2510, mit Sitz in First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG handelnd durch ihren geschäftsführenden Komplementär DBG Management GP (Guernsey) Limited, eingetragen im Guernsey Registry unter der Nummer 1680, mit Sitz in First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG,

hier vertreten durch Frau Susanne Storgårds, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in Luxemburg,

gemäß einer privatschriftlichen ausgestellten Vollmacht vom 11. März 2016.

Besagte Vollmachten, welche von der Bevollmächtigten der erschienenen Partei und dem Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen bei den Registrierungsbehörden hinterlegt zu werden.

Die erschienenen Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen wollen:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen DBG Fund VII GP S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen oder ausländischen Kapitalgesellschaften, Personengesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung dieser Beteiligungen. Die Gesellschaft soll insbesondere als Komplementärin einer oder mehrerer alternativer Investmentfonds im Sinne des luxemburgischen Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds (das "AIFM Gesetz") in der Form von luxemburgischen Spezialkommanditgesellschaften (société en commandite spéciale), agieren.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren oder Schuldtiteln, Schuldverschreibungen und Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann auch als Gesellschafter/Aktionär für die Schulden und Verpflichtungen jeglicher luxemburgischen und ausländischen Gesellschaft mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung handeln.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur, sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen, vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Aussetzung der Bürgerrechte, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung der überlebenden Gesellschafter mit einer Mehrheit von drei Vierteln der von ihnen gehaltenen Rechte übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile den Eltern, Nachkommen oder dem/der überlebenden Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung ausdrücklich vorbehalten sind.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, können gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung. Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die mindestens eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des Einzelgeschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Geschäftsführungsrat.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „Einzelgeschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Geschäftsführungsrat“ als Verweis auf den „Einzelgeschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt. Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A (die „Geschäftsführer der Kategorie A“) und Geschäftsführer der Kategorie B (die „Geschäftsführer der Kategorie B“). Jeder Bezug auf die „Geschäftsführer“ in der vorliegenden Satzung ist als Bezug auf die Geschäftsführer der Kategorie A und/oder die Geschäftsführer der Kategorie B, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, gewählt oder abberufen werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit des zu ersetzenden Geschäftsführers nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der Einzelgeschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.

16.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Geschäftsführer schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

Art. 17. Durchführung von Geschäftsführungsratssitzungen.

17.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Fax, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

17.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam beraten oder handeln, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat, kann der Geschäftsführungsrat nur dann wirksam beraten oder handeln, wenn zumindest ein (1) Geschäftsführer der Kategorie A und ein (1) Geschäftsführer der Kategorie B in der Sitzung anwesend oder vertreten sind.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat, werden Beschlüsse mit der Mehrheit der an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer, welche mindestens einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer

der Kategorie B enthält, gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme.

17.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats; Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird (i) vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates, falls vorhanden, oder, im Falle seiner Abwesenheit von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer (falls vorhanden), oder (ii) von einem beliebigen Geschäftsführer, oder von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B, falls vorhanden, unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates, falls vorhanden, oder von einem beliebigen Geschäftsführer oder von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B, falls vorhanden, unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen (i) durch die Unterschrift des Einzelgeschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, oder durch die gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B, falls vorhanden, oder (ii) durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen, in seiner geänderten Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréés) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, für welches der Jahresabschluss genehmigt wurde, angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste und Summen, die nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven oder andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2016.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebenen Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

- Zeichnung von zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteilen durch AIFM-DBG Fund VII Management (Guernsey) LP, vorbenannt, zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500).

- Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ab sofort ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare oder Auslagen werden auf eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400,-) geschätzt.

Beschlüsse des Gesellschafter

Der Gründer, welche das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welche auf eine formelle Einberufungsbekanntmachung verzichtet, hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgenden Personen werden für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

(i) Frau Monica Morsch, geboren am 3. Juni 1987 in Krajowa, Rumänien, geschäftsansässig in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg- Findel, Großherzogtum Luxemburg; und

(ii) Frau Anke Jager, geboren am 22. April 1968 in Salzgitter, Deutschland, geschäftsansässig in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg- Findel, Großherzogtum Luxemburg.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass diese Urkunde auf Ersuchen der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument der Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen wurde, welcher dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat die Bevollmächtigte diese Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: S. Storgårds, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 26 mars 2016. GAC/2016/2355. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 11 avril 2016.

Référence de publication: 2016090655/547.

(160059584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

Clearsight Industries S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lipmann.

R.C.S. Luxembourg B 205.253.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the thirtieth day of March.

Before the undersigned Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Clearsight Turnaround Fund III GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under Luxembourg law, with registered office at E Building, Parc d'Activité Syrdall, 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under no. B 179.032 and with share capital of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.00), in its capacity as general partner, and on behalf, of Clearsight Turnaround Fund III (SCA) Sicav-Sif, an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable - SICAV) in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions - SCA) organized as a specialized investment fund (fonds d'investissement spécialisé -SIF) under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at E Building, Parc d'Activité Syrdall, 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under no. B 179.974

hereby represented by Mr Frank Stolz-Page, with professional address at Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy given under private seal on March 29, 2016, which, initialed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The aforementioned party is referred to hereafter as the "Sole Shareholder".

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée):

Chapter I. Form; Name; Registered office; Object; Duration

Art. 1. Form; Name.

1.1 There is hereby established by the current owner of the Shares (as defined hereafter) created hereafter and among all those who may become Shareholders in the future, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "Law") and by the present articles of association (the "Articles").

1.2 The company exists under the name of "Clearsight Industries S.à r.l." (the "Company").

1.3 The Company may have one shareholder (the "Sole Shareholder") or more shareholders (the "Shareholders") with a maximum of 40 (forty) Shareholders.

1.4 Any reference to the Shareholders in the Articles shall be a reference to the Sole Shareholder of the Company if the Company has only one shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established at Munsbach (Grand-Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles or by means of a resolution of the Board of Managers, in accordance with the legal requirements set by the Law.

2.3 The Company may have offices and branches, both in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

3.2 The Company may further guarantee, grant security in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

3.3 The Company may, within the limits of the Law, borrow in any form and may issue any kind of notes, bonds and debentures and generally issue any debt, equity and/or hybrid securities in accordance with Luxembourg law.

3.4 The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of this purpose.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

4.2 The Company may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted by (i) a majority of Shareholders (ii) representing three-quarters of the share capital at least.

Chapter II. Share capital and shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The share capital is fixed at 12,500.00 (twelve thousand and five hundred) Euro represented by 500 (five hundred) shares having a nominal value of 25.00 (twenty-five) Euro each (the “Shares” and each a “Share”).

5.2 All Shares will have equal rights. Each Share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings of Shareholders.

5.3 The Company can proceed to the repurchase of its own Shares by decisions of the Board of Managers subject to the availability of funds determined by the Board of Managers on the basis of relevant interim accounts.

5.4 All Shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the Shareholders' register in accordance with the applicable law.

5.5 The share capital may be modified at any time by (i) approval of a majority of Shareholders (ii) representing three-quarters of the share capital at least. The existing Shareholders shall have a preferential subscription right in proportion to the number of Shares held by them in case of a contribution in cash.

Art. 6. Shares indivisibility.

6.1 Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.2 The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) or between a pledgor and a pledgee.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1 In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

7.3 Any transfer of Shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

Chapter III. Management

Art. 8. Management.

8.1 The Company is managed by one or several managers appointed by a resolution of the Shareholder(s) (each a “Manager”) which shall set the term of this office. In the case of several managers, they will constitute a board of managers (“conseil de gérance”) (the “Board of Managers”). The Company may also be managed by a sole Manager.

8.2 The Managers need not to be Shareholders. The Managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the Shareholders.

8.3 The Managers shall be elected by the general meeting of Shareholders, which shall determine the number of Managers, their remuneration and the term of their office.

8.4 The death or resignation of a Manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 9. Powers of the sole manager or of the board of managers.

9.1 In dealing with third parties, the sole Manager or the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object provided that the terms of this Article have been complied with.

9.2 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the sole Manager or the Board of Managers.

Art. 10. Representation of the company.

10.1 Towards third parties, the Company shall be bound in all circumstances by the signature of the sole Manager. In the case of several Managers, the Company shall be bound in all circumstances by the joint signature of any 2 (two) Managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by any 2 (two) Managers.

10.2 The sole Manager or the Board of Managers may delegate, under its overall responsibility and control, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in order to pursue the corporate policy and purpose to officers of the Company or to one or several individual or legal entities, which may not be members of the Board of Managers. Such delegate persons shall have the powers determined by the sole Manager or the Board of Managers and may be authorized to sub-delegate their powers.

Art. 11. Meeting of the board of managers.

11.1 The meetings of the Board of Managers are convened by any Manager. The Board of Managers may appoint a chairman amongst its members (the “Chairman”). The Chairman has a casting vote in case of ballot.

11.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the Managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

11.3 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another Manager as his/her/its proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him/her/its by phone to be confirmed in writing at a later stage. A Manager may represent more than one of his/her/its colleagues.

11.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

11.5 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed, provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating Managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video or by telephone.

11.6 A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

11.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meetings.

11.8 Copies or excerpts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

Art. 12. Liabilities of the managers.

12.1 The Manager(s) does(do) not assume, by reason of his/her/its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by him/her/its/them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

12.2 The Company shall indemnify any Manager or officer, and his/her/its heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him/her/it in connection with any action, suit or proceeding to which he/she/it may be made a party by reason of his/her/its being or having been a Manager or officer of the Company, or, at his/her/its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he/she/it is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she/it shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or fault or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he/she/it may be entitled.

Chapter IV. General meeting of shareholders**Art. 13. Powers of the sole shareholder; The general meeting of shareholders; Vote.**

13.1 If there is only one Shareholder, that Sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

13.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares which such Shareholder owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his/her/its shareholding. All Shares have equal voting rights.

13.3 If all the Shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.4 If there are more than 25 (twenty-five) Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

13.5 If there are less than 25 (twenty-five) Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

13.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

13.7 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by (i) the majority (in number) of the Shareholders (ii) owning at least three-quarters of the Company's share capital, subject to any other provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

13.8 The Shareholders are entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification (at their own expenses), and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

Chapter V. Financial year; Distribution of profits; Supervision

Art. 14. Financial year.

14.1 The financial year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

14.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the sole Manager or the Board of Managers, who shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Distribution of profits.

15.1 From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, 5% (five per cent) shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches 10% (ten per cent) of the Company's nominal capital.

15.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by the Law and by these Articles, the sole Manager or the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

15.3 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of Article 0 above.

15.4 Notwithstanding the preceding provisions, the sole Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles, and (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholder(s).

15.5 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the Shareholders subject to the provisions of the Law and these Articles.

Art. 16. Supervision of the company.

16.1 In case and as long as the Company has more than 25 (twenty-five) Shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditor(s) (commissaire(s)). The general meeting of Shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

16.2 Any internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of Shareholders.

16.3 The internal auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

16.4 If the Shareholders of the Company appoint one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of December 19, 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, internal auditor(s) will not be appointed.

16.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of Shareholders with cause or with its approval.

Chapter VI. Dissolution; Liquidation

Art. 17. Dissolution; Liquidation.

17.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the Sole Shareholder or of one of the Shareholders.

17.2 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions, it being understood that in case of a Sole Shareholder, such Sole Shareholder may decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

17.3 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders deciding upon the dissolution who shall also determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of liabilities of the Company.

17.4 The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of liabilities shall be distributed among the Shareholders in proportion to the Shares of the Company held by them.

Chapter VII. Applicable law

Art. 18. Governing law.

18.1 All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory provision

The first financial year commences on the date of incorporation of the Company and ends on December 31, 2016.

Subscription and payment

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

Clearsight Turnaround Fund III (SCA) SICAV-SIF, prenamed, represented as stated above, has subscribed for 500 (five hundred) Shares, having a nominal value of 25 (twenty-five) Euro each.

All these Shares have been fully paid up, so that the amount of 12,500.00 (twelve thousand and five hundred) Euro corresponding to a share capital of 12,500.00 (twelve thousand and five hundred) Euro is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated to be approximately 1,400 (one thousand four hundred) Euro.

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating Sole Shareholder representing the entire share capital of the Company and considering itself as duly convened has immediately hold a general meeting thereupon passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at E Building, Parc d'Activité Syrdall, 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg.

2. The following person is appointed as sole Manager for an unlimited period with immediate effect.

Mr Jeroen Matteredne, born in Saint-Trond (Belgium), on June 9, 1979, residing professionally at E Building, Parc d'Activités Syrdall, 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the proxyholder of the above-appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residences, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le trentième jour du mars.

Par devant le notaire soussigné Maître Marc Loesch, notaire résidant à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Clearsight Turnaround Fund III GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée conformément à la loi du Luxembourg, ayant son siège social à E Building, Parc d'Activité Syrdall, 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 179.032 et avec capital sociale de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,00), agissant en sa qualité d'associé-gérant-commandité et au nom de Clearsight Turnaround Fund III (SCA) Sicav-Sif, une société d'investissement à capital variable, sous la forme d'une société en commandite par actions, organisée comme un fonds d'investissement spécialisé conformément à la loi du Luxembourg, ayant son siège social à E Building, Parc d'Activité Syrdall, 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.974

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 29 mars 2016, laquelle, paraphée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

La partie susmentionnée désignée ci-après comme l'«Associé Unique».

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser le suivant acte constitutif d'une société à responsabilité limitée:

Titre I^{er} . Forme; Dénomination; Siège social; Objet; Durée

Art. 1^{er} . Forme; Nom.

1.1 Il est ici établi entre le détenteur actuel de Parts Sociales (comme défini ci-après) créées ci-après et entre tous ceux qui deviendront Associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après les "Statuts").

1.2 La société adopte la dénomination de "Clearsight Industries S.à r.l." (la "Société").

1.3 La Société peut avoir un seul associé (l'"Associé Unique") ou plusieurs associés (les "Associés"), avec un maximum de 40 (quarante) Associés.

1.4 Toute référence aux Associés dans le Statuts doit être une référence à l'Associé Unique de la Société si la Société a seulement un associé.

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Munsbach (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré vers toute autre commune à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des Associés délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts ou en vertu d'une décision du Conseil de Gérance, selon les dispositions de la Loi.

2.3 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et/ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et de prêts et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

3.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

3.3 La Société peut, dans les limites de la loi, emprunter sous toute forme et peut émettre toutes sortes de notes, obligations et débentures et peut généralement émettre de la dette, de l'équité et/ou des titres hybrides en conformité avec la loi luxembourgeoise.

3.4 La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société peut être dissoute à tout moment, pour ou sans cause, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des Associés adoptée par (i) la majorité des Associés (ii) détenant au moins les trois quarts du capital social.

Titre II. Capital et parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à 12.500,00 (douze mille cinq cents) Euros représenté par 500 (cinq cents) parts sociales, d'une valeur nominale de 25,00 (vingt-cinq) Euros chacune (les "Parts Sociales" et chacune la "Part Sociale").

5.2 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux. Chaque Part Sociale a droit à un vote lors des réunions des assemblées ordinaires et extraordinaires des Associés.

5.3 La Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales par décision du Conseil de Gérance sous réserve de la disponibilité des fonds déterminée par le Conseil de Gérance sur base des comptes intérimaires.

5.4 Toutes les Parts Sociales sont nominatives, au nom d'une personne en particulier, et inscrites dans le registre des Associés en conformité avec la loi applicable.

5.5 Le capital social pourra être modifié à tout moment (i) par approbation par la majorité des Associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social. Les Associés existants auront droit à un droit préférentiel de souscription en proportion au nombre de Parts Sociales qu'ils détiennent en cas d'apport en numéraire.

Art. 6. Indivisibilité des parts sociales.

6.1 Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.2 L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés à la/aux Part/s Sociale/s. La même règle s'applique en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-proprétaire, ou entre créanciers et débiteurs gagistes.

Art. 7. Transfert des parts sociales.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

7.3 Toute cession de Parts Sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

Titre III. Gérance

Art. 8. Gérance.

8.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, nommés par une résolution des Associé(s) (chacun un "Gérant") qui fixe les termes du mandat social. En cas de pluralité de gérants, ils forment un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance"). La Société peut être aussi gérée par un Gérant unique.

8.2 Les Gérants ne sont pas obligatoirement des Associés. Les Gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision des Associés.

8.3 Les membres du Conseil de Gérance sont élus par l'assemblée générale des Associées, qui détermine le nombre de gérants, leur rémunération et la durée de leur mandat.

8.4 La mort ou la démission d'un Gérant, pour quelle que raison que ce soit, ne doit pas entraîner la dissolution de la Société.

Art. 9. Pouvoirs du gérant unique ou du conseil de gérance.

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant unique ou le Conseil de Gérance a tous les pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société et pourvu que les termes du présent Article aient été respectés.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant unique ou du Conseil de Gérance.

Art. 10. Représentation de la société.

10.1 Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature du Gérant unique. En cas de pluralité de Gérants, la Société sera engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de 2 (deux) Gérants ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par 2 (deux) Gérants.

10.2 Le Gérant unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer, sous sa responsabilité et son contrôle, ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière et aux affaires courantes de la Société (y compris le droit d'agir en tant que signataire de la Société), et ses pouvoirs en vue de l'accomplissement de l'objet social et de la poursuite de l'orientation générale de la Société, aux gérants et fondés de pouvoir de la Société ou à une ou plusieurs personnes physiques ou morales, lesquelles n'ont pas à avoir qualité de membre du Conseil de Gérance. Ces délégués ont les pouvoirs déterminés par le Gérant unique ou par le Conseil de Gérance et peuvent être autorisés à sous-déléguer leurs pouvoirs.

Art. 11. Réunion du conseil de gérance.

11.1 Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance peut nommer un président parmi ses membres (le "Président"). La voix du Président est prépondérante en cas de partage.

11.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les Gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux exigences et formalités de convocation.

11.3 Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre. Un Gérant pourra également nommer par téléphone un autre Gérant pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure. Un Gérant peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

11.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

11.5 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pourvu que chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les Gérants participants, utilisant ou non ce type de technologie et chaque Gérant participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via la vidéo ou le téléphone.

11.6 Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est valide comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu signés par tous les membres du Conseil de Gérance.

11.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les Gérants présents ou représentés aux réunions.

11.8 Des extraits ou copies seront certifiés par tout Gérant ou par toute personne désignée par un Gérant ou pendant une réunion du Conseil de Gérance.

Art. 12. Responsabilité des gérants.

12.1 Le/s Gérant/s n'est/ne sont pas responsable/s personnellement en raison de sa/leur qualité du fait des engagements régulièrement pris au nom de la Société. Ils sont des agents autorisés et sont par conséquent responsables seulement de l'exécution de leur mandat.

12.2 La Société doit indemniser tout Gérant ou mandataire social, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, pour les dépenses raisonnablement occasionnées par lui en lien avec toutes actions, procès ou procédures auxquels il aura été partie en raison de ses activités pour la Société en tant que Gérant ou mandataire social, ou à sa requête de toute autre entité dont la Société est un associé ou un créiteur et pour laquelle il n'a pas été indemnisé, sauf le cas où, dans pareils actions, procès ou procédures, il serait finalement condamné pour négligence, faute ou manquement volontaire; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera octroyée que si la Société est informée par son avocat-conseil que l'administrateur, gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à l'indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits.

Titre IV. Assemblée générale des associés

Art. 13. Pouvoirs de l'associé unique; L'assemblée générale des associés; Votes.

13.1 S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé Unique exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit.

13.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de Parts Sociales détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de Parts Sociales détenues par lui. Toutes les Parts Sociales ont des droits de vote égaux.

13.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.4 S'il y a plus de 25 (vingt-cinq) Associés, les décisions des Associés doivent être prises lors des réunions convoquées conformément aux dispositions légales applicables.

13.5 S'il y a moins de 25 (vingt-cinq) Associés, chaque Associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote par écrit.

13.6 Un Associé pourra être représenté à une réunion des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.7 Des décisions collectives ne sont valablement prises qu'à la condition que les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que (i) par une majorité d'Associés (en nombre) (ii) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des toutes autres dispositions légales. Le changement de nationalité de la Société requiert l'unanimité.

13.8 Les Associés sont autorisés à participer à la réunion par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification (à leurs propres frais), et sont réputés présents, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Titre V. Année sociale; Répartition des bénéfices; Surveillance

Art. 14. Année sociale.

14.1 L'année sociale de la Société commence le premier janvier et finit le dernier jour de décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant unique ou le Conseil de Gérance. Le Gérant unique ou le Conseil de Gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

14.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Répartition des bénéfices.

15.1 Du bénéfice net déterminé en conformité avec les dispositions légales applicables, 5% (cinq pour cent) seront prélevés et alloués à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social nominal de la Société.

15.2 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la Loi que de ces Statuts, le Gérant unique ou le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

15.3 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par les Associés en conformité avec les dispositions de l'Article 0 ci-dessus.

15.4 Malgré les dispositions précédentes, le Gérant unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves

distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'Associé(s).

15.5 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents Statuts.

Art. 16. Surveillance de la société.

16.1 Si et aussi longtemps que la Société a plus que 25 (vingt-cinq) Associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des Associés désignera les commissaires et déterminera la durée de leur mandat.

16.2 Tout commissaire peut être démis de ses fonctions à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des Associés.

16.3 Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

16.4 Si les Associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, aucun commissaire ne sera nommé.

16.5 Un réviseur d'entreprise agréé ne peut être démis de ses fonctions par l'assemblée générale des Associés que pour cause ou avec son accord.

Titre VI. Dissolution; Liquidation

Art. 17. Dissolution; Liquidation.

17.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité ou de faillite de l'Associé Unique ou de l'un de ses Associés.

17.2 La liquidation de la Société sera décidée par la réunion des Associés en conformité avec les dispositions légales applicables étant entendu qu'en cas d'un Associé Unique, un tel Associé Unique pourra décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation assumant personnellement tous les actifs et passifs, connu ou inconnu de la Société.

17.3 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés ayant décidé de cette dissolution qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations. Sauf disposition contraire, les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

17.4 L'excédent résultant de la réalisation des actifs et le paiement des dettes sera partagé entre les Associés en proportion du nombre de Parts Sociales détenues par eux.

Titre VII. Loi applicable

Art. 18.

18.1 La Loi trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

Disposition transitoire

La première année sociale commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2016.

Souscription et paiement

Le capital social de la Société a été souscrit comme suit:

Clearsight Turnaround Fund III (SCA) SICAV-SIF, prénommée, représentée comme indiqué ci-dessus, a souscrit 500 (cinq cents) Parts Sociales ayant une valeur nominale de 25,00 (vingt-cinq) Euros chacune.

Toutes les Parts Sociales ont été entièrement libérées, de sorte que le montant de 12.500,00 (douze mille cinq cents) Euros, correspondant à un capital social de 12.500,00 (douze mille cinq cents) Euros est dès à présent à la disposition de la Société, comme il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ 1.400 (mille quatre cents) Euros.

Résolutions de l'associé unique

L'Associé Unique fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et considérant avoir été dûment convoqué, a aussitôt procédé à la tenue d'une assemblée générale et a adopté les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au E Building, Parc d'Activité Syrdall, 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

2. La personne suivante est nommée Gérant unique pour une durée illimitée avec effet immédiat:

Monsieur Jeroen Matterne, né à Saint-Trond (Belgique), le 9 juin 1979, résident professionnellement au E Building, Parc d'Activités Syrdall, 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365, Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate sur demande du mandataire de la comparante que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 6 avril 2016. GAC/2016/2742. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 11 avril 2016.

Référence de publication: 2016090609/496.

(160059775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

Cordiant GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 15.000,00.

Siège social: L-9970 Leithum, 3, Wirwelt.

R.C.S. Luxembourg B 205.228.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-third day of March.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

Cordiant Capital Inc., a limited liability company, incorporated in Québec with registered office at Suite 2400, 1010 Sherbrooke St. W, Montreal, QC, H3A 2R7, Canada, with registration number 362147-2,

represented by Me Alexandre Chauvac, Avocat au Barreau de Paris, residing professionally in Luxembourg by virtue of a power of attorney given on 15 February 2016.

Which power of attorney shall be signed ne varietur by the proxyholder of the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as mentioned above, has declared its intention to incorporate by the present deed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) and has requested the undersigned notary to draw up its articles of association as follows:

Title I. - Form - Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Form. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles").

Art. 2. Name. The name of the Company is "Cordiant GP S.à r.l."

Art. 3. Registered office.

3.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Weiswampach, Grand Duchy of Luxembourg.

3.2. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders (as defined hereafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

3.3. The registered office may be transferred within the municipality of Weiswampach by decision of the Board of Managers (as defined hereafter).

3.4. Should an extraordinary situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad by the decision of the Board of Managers, until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will however not have any effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures shall be notified to any interested parties by the Board of Managers.

Art. 4. Object.

4.1. The object of the Company is to act as general partner (associé commandité) of Allianz EM Loans S.C.S., a Luxembourg-based common limited partnership (société en commandite simple) (the "Partnership").

4.2. The Company may, without prejudice to Article 4.1. above, acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

4.3. Subject to Article 4.1. and Article 4.2. above, the Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise, to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, including the Partnership or any company being a direct or indirect shareholder of the Company, or any company belonging to the same group as the Company (the “Connected Companies”). On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

4.4. In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

Art. 5. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Title II. - Capital - Transfer of shares

Art. 6. Capital.

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at fifteen thousand U.S. dollars (USD 15,000) represented by fifteen thousand (15,000) shares having a nominal value of one U.S. dollar (USD 1) each (the “Shares”). The holders of the Shares are together referred to as the “Shareholders” and individually as a “Shareholder”. The corporate capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

6.2. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the general meeting of Shareholders. The amount of the premium account may be used to make payment for any Shares, which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve or other reserves.

6.3. All Shares will have equal rights.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1. In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2. In case there is more than one Shareholder, Shares are freely transferable among the Shareholders. Transfer of Shares inter vivos to non-Shareholders may only be made with the prior approval given in a general meeting of Shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

7.3. Any transfer of Shares must be recorded by a notarial deed or by a private document and shall not be enforceable vis-à-vis the Company or third parties until it has been notified to the Company or accepted by it in accordance with Article 190 of the Law and Article 1690 of the Civil Code.

7.4. The Company may repurchase its own Shares provided that the Company has sufficient distributable funds for that purpose.

Title III. - Management

Art. 8. Management. The Company shall always be managed by a board of managers (the “Board of Managers” each member individually a “Manager”) consisting of at least three (3) Managers. The general meeting of Shareholders may decide to appoint Managers of two different types (each a “Class”), being one or more Class A Manager(s) and one or more Class B Manager(s). The Managers need not to be Shareholders of the Company. Each Manager may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time, by decision of the general meeting of Shareholders. At least one of the Managers shall reside or have his principal place of business or establishment in Luxembourg (the “Luxembourg Manager”).

Art. 9. Powers.

9.1. In dealing with third parties, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to perform all acts necessary or useful for accomplishment of the corporate objects of the Company.

9.2. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

9.3. Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the Board of Managers represented by the Manager delegated for this purpose.

9.4. The Company shall be bound in all circumstances by the joint signature of any two Managers. In the event the general meeting of Shareholders has appointed Class A Managers and Class B Managers, the Company will only be validly bound by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager, it being noted that any Class A Manager shall always be a Luxembourg Manager.

9.5. The Company may also be bound by the signature of any person to whom such power shall have been delegated by the Board of Managers acting in accordance with Article 9.4. above.

Art. 10. Delegations.

10.1. The Board of Managers may delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

10.2. The Board of Managers shall determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of his mandate and any other relevant conditions of his mandate.

Art. 11. Meeting of the board of managers.

11.1. The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires or upon call of any Manager of the Company. In case all the Managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

11.2. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, by telegram, facsimile, electronic mail or letter another Manager as his proxy.

11.3. Meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg. The Board of Managers may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy. The resolutions of the Board of Managers shall be adopted by the majority of the votes of the Managers present either in person or by proxy.

In the event the general meeting of Shareholders has appointed different Classes of Managers (namely one or more Class A Manager(s) and one or more Class B Manager(s)), any resolutions of the Board of Managers may only be validly taken if approved by the majority of Managers including at least one Class A Manager, being a Luxembourg Manager. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution will be equal, the Class A Manager, being a Luxembourg Manager, and in case of plurality of Class A Managers the first appointed Class A Manager, will have a casting vote.

11.4. Written resolutions signed by all the members of the Board of Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile, electronic mail or similar means of communication.

11.5. Any member of the Board of Managers who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of a communication device (including by telephone and by videoconference), which allows all the other members of the Board of Managers present at such meeting (whether in person, or by proxy or by means of such communication device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present in person at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from the Grand Duchy of Luxembourg.

11.6. The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meeting.

11.7. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

11.8. Any Manager(s) shall not be held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents (mandataires) of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Art. 12. Interim dividends. The Board of Managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Board of Managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by the Law or by the Articles.

Title IV. - General meeting of shareholders

Art. 13. Powers - Holding of general meetings.

13.1. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

13.2. In case of a single Shareholder owning all the Shares, it shall exercise all the powers conferred to the general meeting of Shareholders under Section XII of the Law and its decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes.

13.3. In case there is more than one Shareholder, decisions of the Shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the management. In such case, each Shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

13.4. Shareholders meetings may be convened by any Manager.

13.5. If all the Shareholders are present or represented, they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.6 Meetings of Shareholders may be held by way of conference call, video conference or other means of communication allowing Shareholders taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. The participation in a meeting by these means being equivalent to a participation in person at such meeting.

13.7. General meetings of Shareholders shall be held in Grand Duchy of Luxembourg. Any Shareholder may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a Shareholder, to represent him at a general meeting of Shareholders and to vote in his name and stead.

Art. 14. Majorities.

14.1. The resolutions shall be validly taken insofar as Shareholders representing more than half of the capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

14.2. Resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three quarters (3/4) of the Company's capital, subject to the provisions of the Law.

14.3. However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Title V. - Financial year - Profits - Reserves

Art. 15. Financial year.

15.1. The financial year of the Company starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

15.2. Each year on the 31st of December, an inventory of the assets and the liabilities of the Company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up by the Board of Managers.

Art. 16. Profits - Reserves.

16.1. The revenues of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

16.2. From the net profit, five per cent (5%) shall be deducted and allocated to the legal reserve; this deduction ceases to be mandatory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of Shareholders.

Title VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

17.2. The dissolution and liquidation of the Company can only be decided if approved by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three quarters (3/4) of the capital of the Company.

17.3. In case of dissolution of the Company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be Shareholders, designated by the general meeting of Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

17.4. The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the Shareholders on the Shares of the Company. The final surplus will be distributed to the Shareholders in proportion to their respective shareholding.

Title VII. - Applicable law

Art. 18. Applicable law. All matters not mentioned in the Articles, shall be determined in accordance with the Law and any other applicable laws and regulations.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the 31st of December 2016.

Subscription and payment

The Articles thus having been established, the fifteen thousand (15.000) shares have been subscribed by the sole shareholder Cordiant Capital Inc. and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of fifteen thousand U.S. Dollars (USD 15,000) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of its organization, are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole Shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 3 Wirwelt, L-9970 Leithum, Grand Duchy of Luxembourg;
2. Has been elected as members of the Board of Managers of the Company for an undetermined term:
 - Class A Manager: Mr Manuel Bertand, with a professional address at 3 Wirwelt, L-9970 Leithum, Grand Duchy of Luxembourg, born on 1 December 1978 at Rocourt (Belgium);
 - Class B Manager: Mr Donald S. McKelvie, with a professional address at Suite 2400, 1010 Sherbrooke Street West, Montreal, QC, H3A 2R7, Canada born on May 14, 1944 in Sherbrooke, Quebec; and
 - Class B Manager: Mr Emil Nicolov, with a professional address at Suite 2400, 1010 Sherbrooke Street West, Montreal, QC, H3A 2R7, Canada born on December 1st 1980 in Sofia, Bulgaria.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the undersigned notary by name, last name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with us the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt-trois mars.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A COMPARU:

Cordiant Capital Inc., une limited liability company, constituée au Québec, ayant son siège social au Suite 2400, 1010 Sherbrooke St. W, Montréal, QC, H3A 2R7, Canada, avec le numéro d'enregistrement 362147-2,

représentée par Maître Alexandre Chauvac, Avocat au Barreau de Paris, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée le 15 février 2016.

Ladite procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné et restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiquée ci-dessus, a déclaré son intention de constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée et a demandé au notaire soussigné d'en arrêter les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Forme - Nom - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Forme. Il existe une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société»), qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est «Cordiant GP S.à r.l.».

Art. 3. Siège social.

3.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Weiswampach, Grand-Duché du Luxembourg.

3.2. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale extraordinaire de ses Associés (tels que définis ci-après) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

3.3. Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la commune de Weiswampach par décision du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après).

3.4. Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social de la Société pourra être transféré provisoirement à l'étranger par décision du Conseil de Gérance, jusqu'à ce que la situation soit normalisée; ces mesures provisoires n'ont toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, qui, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera une société de nationalité luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le Conseil de Gérance.

Art. 4. Objet.

4.1. La Société a pour objet d'agir en tant qu'associé commandité d'Allianz EM Loans S.C.S., une société en commandite simple établie au Luxembourg (la «Société en Commandite»).

4.2. La Société peut, sans préjudice de l'article 4.1. ci-dessus, acquérir et détenir des participations, directement ou indirectement, sous quelque forme que ce soit, dans toutes autres entités luxembourgeoises ou étrangères, par voie, notamment, de souscription ou d'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelque forme que ce soit, ainsi qu'administrer, développer et gérer cette détention de participations.

4.3. Sous réserve de l'article 4.1. et de l'article 4.2. ci-dessus, la Société pourra également apporter toute assistance, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même si celui-ci n'est pas substantiel, y compris la Société en Commandite ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires directs ou indirects de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (les «Sociétés Apparentées»). A titre accessoire de cette assistance, la Société pourra également fournir à ses Sociétés Apparentées toute assistance administrative ou commerciale.

4.4. En plus de ce qui précède, la Société peut réaliser toutes transactions légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ainsi bien que toutes transactions en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs décrits ci-dessus de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social dans les secteurs décrits ci-dessus.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital - Transfert de parts sociales

Art. 6. Capital social.

6.1. Le capital social de la Société est fixé à quinze mille dollars américains (15.000 USD) représenté par quinze mille (15.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (1 USD) chacune (ci-après les «Parts Sociales»). Les détenteurs de Parts Sociales sont désignés ensemble comme les «Associés» et individuellement comme l'«Associé». Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des Associés délibérant de la manière requise pour modifier les Statuts.

6.2. En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission, sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant d'un tel compte de prime d'émission est à la libre disposition de l'assemblée générale des Associés. Le montant d'un tel compte de prime d'émission peut être utilisé pour procéder à des paiements pour toutes Parts Sociales, que la Société peut racheter à son/ses Associé(s), pour compenser toute perte réalisée, pour procéder à des distributions à son/ses Associé(s) ou pour allouer des fonds à la réserve légale ou à d'autres réserves.

6.3. Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

Art. 7. Cession de parts sociales.

7.1. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement cessibles.

7.2. Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par un des Associés sont librement cessibles à un autre Associé. Tout transfert de Parts Sociales entre vifs à des non Associés ne pourra se faire qu'avec l'accord préalable donné dans une assemblée générale d'Associés représentant au moins trois quart (3/4) du capital.

7.3. Toute cession de Parts Sociales doit être constatée par un acte notarié ou par un acte sous seing privé et ne sera pas opposable vis-à-vis de la Société ou des tiers jusqu'à ce qu'il ait été notifié à la Société ou accepté par elle conformément à l'article 190 de la Loi et l'article 1690 du Code Civil.

7.4. La Société peut racheter ses propres Parts Sociales pour autant que la Société ait des fonds distribuables suffisants à cet effet.

Titre III. - Gérance

Art. 8. Gérance. La Société sera toujours gérée par un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»), chaque membre individuellement un «Gérant») composé d'au moins trois (3) Gérants. L'assemblée générale des Associés peut décider de nommer des Gérants de deux types différents (chacun une «Classe»), soit un ou plusieurs Gérant(s) de Classe A et un ou plusieurs Gérant(s) de Classe B. Les Gérants ne sont pas nécessairement Associés de la Société. Chaque Gérant peut être révoqué avec ou sans raison valable (ad nutum) à tout moment, par une décision de l'assemblée générale des Associés. Au moins un des Gérants doit résider ou avoir son lieu d'établissement principal au Luxembourg (le «Gérant Luxembourgeois»).

Art. 9. Pouvoirs.

9.1. Dans les rapports avec les tiers, le Conseil de Gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer tous actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société.

9.2. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des Associés tombent dans la compétence du Conseil de Gérance.

9.3. Tout litige dans laquelle la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur sera géré au nom de la Société par le Conseil de Gérance représenté par le Gérant délégué à cet effet.

9.4. La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux Gérants. Dans le cas où l'assemblée générale des Associés aurait nommé des Gérants de Classe A et des Gérants de Classe B, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de Classe A et d'un Gérant de Classe B, étant entendu que tout Gérant de Classe A doit toujours être un Gérant Luxembourgeois.

9.5. La Société peut également être engagée par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par le Conseil de Gérance agissant conformément à l'article 9.4. ci-dessus.

Art. 10. Délégations.

10.1. Le Conseil de Gérance peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs agents ad hoc pour des tâches déterminées.

10.2. Le Conseil de Gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de tout agent, la durée de son mandat ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Art. 11. Réunion du conseil de gérance.

11.1. Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société le requiert ou sur convocation d'un Gérant de la Société. Lorsque tous les Gérants sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

11.2. Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, par télégramme, par fax, par courriel ou par lettre.

11.3. Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg. Le Conseil de Gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins de ses membres est présent en personne ou par mandataire. Les résolutions du Conseil de Gérance seront valablement adoptées par la majorité des votes des Gérants présents en personne ou par mandataire.

Dans le cas où l'assemblée générale des Associés aurait nommé différentes Classes de Gérants (à savoir un ou plusieurs Gérant(s) de Classe A et un ou plusieurs Gérant(s) de Classe B), toute résolution du Conseil de Gérance ne peut uniquement être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des Gérants dont au moins un Gérant de Classe A, soit un Gérant Luxembourgeois. Dans le cas où, lors d'une réunion, le nombre de votes pour et contre une résolution serait égal, le Gérant de Classe A, étant un Gérant Luxembourgeois, et en cas de pluralité de Gérants de Classe A, le premier Gérant de Classe A nommé, aura une voix prépondérante.

11.4. Des résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil de Gérance auront le même effet et la même validité que des décisions prises lors d'une réunion valablement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être apposées sur un seul ou plusieurs documents séparés transmis par lettre, fax, courriel ou moyen similaire de communication.

11.5. Tout membre du Conseil de Gérance qui participe à une réunion du Conseil de Gérance par un moyen de communication (en ce compris par téléphone et par visioconférence), qui permet à tous les autres membres du Conseil de Gérance présents à telle réunion (soit en personne, par mandataire ou par un tel moyen de communication) d'entendre et d'être entendus par les autres membres à tout moment, sera réputé présent à telle réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les matières traitées à telle réunion. Lorsque la décision est prise par voie d'une conférence téléphonique, la décision sera considérée comme ayant été prise au Grand-Duché de Luxembourg si l'appel est initié à partir du Grand-Duché de Luxembourg.

11.6. Le procès-verbal d'une réunion du Conseil de Gérance sera signé par tous les Gérants présents ou représentés lors de la réunion.

11.7. Des extraits seront certifiés par un Gérant ou par toute personne désignée par un Gérant ou lors d'une réunion du Conseil de Gérance.

11.8. Aucun Gérant ne sera tenu personnellement responsable des dettes de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils sont responsables des tâches accomplies en vertu de leur mandat.

Art. 12. Acomptes sur dividendes. Le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable préparé par le Conseil de Gérance montrant qu'il existe suffisamment de fonds disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant distribuable ne peut être supérieur aux profits réalisés depuis la fin de l'exercice social précédent, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et sommes allouées à une réserve à établir en vertu de la Loi ou des Statuts.

Titre IV. - Assemblée générale des associés**Art. 13. Pouvoirs - Tenue d'assemblées générales.**

13.1. Chaque Associé a un droit de vote proportionnel à sa participation dans le capital social.

13.2. En cas d'un Associé unique détenant toutes les Parts Sociales, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés par la section XII de la Loi et ses décisions sont établies par écrit et enregistrées dans des procès-verbaux.

13.3. S'il y a plus d'un Associé, les décisions des Associés seront prises en assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Dans ce cas, chaque Associé recevra le libellé exact du texte des résolutions ou décisions à adopter et donnera son vote par écrit.

13.4. Des assemblées générales pourront être convoquées par tout Gérant.

13.5. Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et l'assemblée peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.6. Les assemblées des Associés peuvent être tenues par voie de conférence téléphonique, vidéo conférence, ou tous autres moyens de communication permettant à tous les Associés prenant part à l'assemblée de s'entendre les uns les autres et de communiquer ensemble. La participation à une assemblée par ces moyens étant équivalant à une présence en personne à une telle assemblée.

13.7. Les assemblées générales des Associés se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg. Tout Associé peut par procuration écrite, autoriser toute autre personne, qui n'a pas besoin d'être un Associé, à le représenter à une assemblée générale des Associés et à voter en son nom et à sa place.

Art. 14. Majorités.

14.1. Les décisions ne sont valablement prises que pour autant que des Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première réunion ou consultation par écrit, les Associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

14.2. Les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité (en nombre) d'Associés détenant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société conformément aux prescriptions de la Loi.

14.3. Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Associés ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Associés et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre V. - Exercice social - Bénéfices - Réserves

Art. 15. Exercice social.

15.1. L'année sociale de la Société commence le 1 janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

15.2. Chaque année au 31 décembre, le Conseil de Gérance dresse un inventaire du patrimoine actif et passif de la Société ainsi qu'un bilan et un compte de profit et perte.

Art. 16. Bénéfices - Réserves.

16.1. Les bénéfices de la Société, après déduction des frais généraux des charges, des amortissements, des provisions et des taxes, constituent le bénéfice net.

16.2. Sur le bénéfice net, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à la réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société, mais devra être repris jusqu'à entière reconstitution de la réserve, si, à tout moment, et pour quelle que raison que ce soit, elle a été entamée. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des Associés.

Titre VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

17.2. La dissolution et la liquidation de la Société n'est possible que si elle est décidée par la majorité (en nombre) des Associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société.

17.3. En cas de dissolution de la Société, la dissolution et la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par l'assemblée générale des Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

17.4. Le surplus après paiement des charges, dettes, dépenses qui résultent de la liquidation sera utilisé pour rembourser l'apport fait par les Associés sur les Parts Sociales de la Société. Le surplus final sera distribué aux Associés proportionnellement à leur détention respective.

Titre VII. - Loi applicable

Art. 18. Loi applicable. Tous les points non réglés par les Statuts seront déterminés conformément à la Loi et toute autre loi ou réglementation applicable.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2016.

Souscription et paiement

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les quinze mille (15.000) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique Cordiant Capital Inc. et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme quinze mille dollars américains (15.000 USD) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent à approximativement EUR 1.500,-.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé unique de la Société représentant l'intégralité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est situé au 3, Wirwelt, L-9970 Leithum, Grand-Duché du Luxembourg;
2. Les personnes suivantes ont été nommées en tant que membres du Conseil de Gérance pour une période indéterminée:
 - Gérant de Classe A: Monsieur Manuel Bertand, demeurant professionnellement au 3, Wirwelt, L-9970 Leithum, Grand-Duché du Luxembourg, né le 1^{er} décembre 1978 à Rocourt (Belgique);
 - Gérant de Classe B: Monsieur Donald S. McKelvie, demeurant professionnellement au Suite 2400, 1010 Sherbrooke Street West, Montréal, QC, H3A 2R7, Canada né le 14 mai 1944 à Sherbrooke, Québec; et
 - Gérant de Classe B: Monsieur Emil Nicolov, demeurant professionnellement au Suite 2400, 1010 Sherbrooke Street West, Montréal, QC, H3A 2R7, Canada, né le 1^{er} décembre 1980 à Sofia, Bulgarie.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la demande de la partie comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture de l'acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante connu du notaire soussigné par son nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: A. CHAUVAC et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 24 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/9867. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 avril 2016.

Référence de publication: 2016090615/443.

(160059357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

Casa Do Bacalhau, Société Anonyme.

Siège social: L-4035 Esch-sur-Alzette, 13, rue Nelson Mandela.

R.C.S. Luxembourg B 205.254.

— STATUTS

L'an deux mille seize, le vingt-quatre mars.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Monsieur Ricardo Manuel DA SILVA LOBO, salarié, né, le 17 août 1987 à Cercosa Mortagua (Portugal), demeurant à L-4877 Lamadelaine, 9, rue de la Maragole.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er}. Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de "CASA DO BACALHAU" (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. La société a pour objet l'achat, la vente, l'importation et l'exportation et la distribution de produits alimentaires frais et congelés, ainsi que l'achat et la vente en gros et en détail de boissons alcooliques et non alcooliques.

La Société peut prendre des participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordres et de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La

Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur la totalité ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes les techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, risques de taux de change, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Commune de Esch-Sur-Alzette.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000,-) représenté par trente-et-un mille (EUR 31.000,-) actions d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des Actionnaires Décisions de l'associé unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la société compte un associé unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 1^{er} jeudi du mois de mai à 18:00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par email ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'Administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Si plusieurs administrateurs ont été nommés, ils constitueront un Conseil d'Administration composé d'au moins un (1) administrateur de catégorie A et au moins un (1) administrateur de catégorie B.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par email ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

Art. 13. La Société sera engagée en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe d'un (1) administrateur de catégorie A et d'un (1) administrateur de catégorie B ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2016.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2017.

Souscription et libération

Toutes les trente-et-un mille (31.000) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique Monsieur Manuel Ricardo DA SILVA LOBO, pré-qualifiée, et libérées en numéraire à concurrence de 25%, de sorte que la somme de sept mille sept cent

cinquante Euros (EUR 7.750) est dès maintenant à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution sont évalués à environ mille deux cents euros.

Décisions de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique, par son représentant susnommé, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre d'administrateur est fixé à un (1) et le nombre de Commissaire à un (1).
2. La personne suivante a été nommée administrateur de la société:
 - Monsieur Ricardo Manuel DA SILVA LOBO, salarié, né, le 17 août 1987 à Cercosa Mortagua (Portugal), demeurant à L-4877 Lamadelaine, 9, rue de la Maragole.
3. A été nommée Commissaire aux comptes de la société:
 - Monsieur Yavuz OCAKDAN, directeur, né le 7 février 1979 à Luxembourg, demeurant à L-7217 Bereldange, 43, rue de Bridel.
5. Le mandat de l'administrateur et du commissaire aux comptes ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2020.
6. L'adresse de la Société est établie à L-4035 Esch-sur-Alzette, 13, rue Nelson Mandela

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ès-qualités qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Ricardo Manuel DA SILVA LOBO, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 29 mars 2016. Relation GAC/2016/2475. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016090624/222.

(160059801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

Casplam Telecom GP, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 205.249.

Excerpt of the limited partnership agreement constituting "Caspian Telecom"

"Parties

(1) Caspian Telecom GP, société à responsabilité limitée, a private limited company Incorporated under the laws of Luxembourg with a capital of € 12,500, whose registered office is located at 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, and which is in the process of being registered with Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg, acting as general partner of the Partnership; and

(2) /.../ acting as founder limited partner of the Partnership.

RECITALS

(A) Caspian Telecom GP, on the one hand, and /.../, on the other hand, wish to act respectively as the unlimited partner and the founder limited partner of Caspian Telecom, a special limited partnership to be registered under Luxembourg law, for the purposes of carrying on the business of holding participations in one or more Portfolio Companies in Luxembourg or abroad.

(B) /.../ has made a Commitment of /.../ to the Partnership, as a founder limited partner.

(C) Commitments in the Partnership are being sought from further investors who will, upon acceptance by the General Partner of a Deed of Adherence signed and delivered by such investors, become Limited Partners and be treated as parties to this agreement

(D) The parties now wish to set out the terms of their partnership.

The parties agree as follows

1. Definitions and Interpretation.

1.1 Definitions

In this agreement unless the contrary Intention appears, the following words and phrases have the following meanings:

/.../

"Associate" means

(a) any corporation or undertaking which in relation to the person concerned Is a holding company, a parent undertaking or a subsidiary undertaking, or a subsidiary undertaking of any such holding company or parent undertaking or any partnership which is a subsidiary undertaking of the person concerned or of any such holding company; or

(b) where the context so admits In respect of any Individual, such person's spouse, a relative of such person or of such persons spouse, the spouse of such a relative, or any trust of which any such person is a settlor, and "relative" for these purposes means a brother, sister, ancestor or lineal descendant;

/.../

"Commencement Date" means 24 March 2016;

/.../

"Companies Law" means the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies;

/.../

"General Partner" means Caspian Telecom GP or its successor as general partner of the Partnership;

/.../

"Partnership" means Caspian Telecom being the special limited partnership established by an agreement dated 16 February 2016 between Caspian Telecom GP and /.../, the activities and operation of which will be governed by this agreement;

"Partnership Assets" means all or any of the assets of the Partnership Including, for the purpose of this agreement the amount of any Undrawn Loan Commitment;

"Portfolio Company" means any entity, whether Incorporated or nor, and whether having separate legal personality or not, In which the Partnership holds an Investment;

2. Organisation of the Partnership. Form of the Partnership

2.1 The Partnership is a special limited partnership (société en commandite spéciale) subject to the Companies Law and this agreement.

Commencement and Duration

2.2 The Partnership commenced upon the Commencement Date and, unless extended or terminated In accordance with this agreement or the Companies Law, will continue until the expiry of ten years from the Commencement Date,

Name of the Partnership

2.3 The name of the Partnership is "Caspian Telecom" or such other name as the General Partner may determine from time to time.

Purpose of the Partnership

2.4 The purpose of the Partnership is to carry the business of holding participations in one or more Portfolio Companies in Luxembourg or abroad, including acquiring, holding, managing, administering, monitoring, controlling, developing, and disposing of such participations,

2.5 The Partnership may execute, deliver and perform all agreements, and engage In any financial, industrial or intellectual property activities and transactions as may in the opinion of the General Partner be necessary or advisable for, or incidental to, the conduct of Its business.

2.6 The Partnership may give guarantees, indemnities and undertakings In favour of, or grant loans to, third parties, including Associates.

Registered Office

2.7 The registered office and principal place of business of the Partnership are situated at AS, boulevard Grand-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, or such other place In the Grand Duchy of Luxembourg as the General Partner may determine from time to time.

/.../

3. The General Partner.

Appointment of the General Partner

3.1 The General Partner, in Its capacity of unlimited partner (associé commandité) of the Partnership, shall conduct the business of the Partnership and apply the Partnership Assets to its purpose in accordance with this agreement.

/.../

Representation of the Partnership

3.11 The Partnership will be bound towards third parties by the signature of the General Partner or any delegate appointed by it in accordance with this agreement.

/.../

This extract has been prepared in view of complying with the disclosure requirements set out by the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, for special limited partnerships.

Executed in Luxembourg, on 4 April 2016.

Caspian Telecom GP

Acting as general partner for itself and on behalf of all partners in the Partnership

Joost Anton Mees / Estelle Risse

Class A Manager / Class B Manager

Suit la traduction française du texte qui précède:

Extrait du contrat social de «Caspian Telecom»

«Les parties

(1) Caspian Telecom GP, société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Luxembourg ayant un capital social de 12.500 euros, ayant son siège social au 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, et en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, agissant en tant que l'associé gérant commandité de la Société;

et

(2) /.../, agissant en tant qu'associé commanditaire fondateur de la Société;

ATTENDU QUE

(E) Caspian Telecom GP, d'une part et /.../, d'autre part, souhaite agir respectivement en qualité d'associé commandité et associé commanditaire fondateur de Caspian Telecom, une société en commandite spéciale de droit luxembourgeois, dans le but de détenir des participations dans une ou plusieurs Sociétés de Portefeuille à Luxembourg ou à l'étranger.

(F) /.../ a pris un Engagement de /.../ envers la Société en tant qu'associé commanditaire fondateur.

(G) L'engagement de futurs investisseurs dans la Société sera poursuivi; ces investisseurs deviendront Associés Commanditaires et seront considérés comme parties au présent contrat dès acceptation, par l'Associé Commandité, de l'Acte d'Adhésion signé et remis par chacun de ces investisseurs.

(H) Les parties souhaitent à présent définir les modalités de leur association.

Les parties conviennent de ce qui suit

1. Définitions et Interprétations.

1.1. Définitions

Dans le présent contrat, sauf s'il est fait mention d'un sens différent, les mots et expressions suivants auront le sens suivant:

/.../

"Actifs de la Société" signifie tout ou partie des actifs de la Société, y compris, dans le cadre du présent contrat, le montant de tout Engagement de Prêt non Tiré;

/.../

"Affilié" signifie

(a) toute société ou entreprise qui, par rapport à la personne concernée, est une société holding, une entreprise mère ou une entreprise filiale, ou une entreprise filiale de cette société holding ou de cette entreprise mère ou toute association qui est une entreprise filiale de la personne concernée ou de cette société holding; ou

(b) si le contexte l'admet, à l'égard de toute personne physique, le conjoint de cette personne, un parent de cette personne ou de son conjoint le conjoint de ce parent, ou une fiducie dont cette personne est le fiduciaire, et "parent" signifie dans ce cadre un frère, une sœur, un ascendant ou descendant en ligne directe;

"Associé Commandité" signifie Caspian Telecom GP, ou son successeur agissant en tant que l'associé gérant commandité de la Société;

/.../

"Date de Commencement " signifie le 24 mars 2016; /.../

"Loi sur les Sociétés" signifie la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

/.../

"Société" signifie Caspian Telecom étant la société en commandite spéciale constituée par contrat daté du 16 février 2016 entre Caspian Telecom GP et /.../, dont les activités et le fonctionnement sont régis par le présent contrat.

"Société de Portefeuille" signifie toute entité, constituée sous forme sociétaire ou non, ayant une personnalité juridique distincte ou non, dans laquelle la Société a investi;

/.../

2. Organisation de la Société. Forme de la Société

2.1 La Société est une société en commandite spéciale soumise à la Loi sur les Sociétés et au présent contrat.

Commencement et Durée

2.2 La Société existe depuis la Date de Commencement et, à moins que sa durée ne soit prolongée ou qu'il ait été mis fin préalablement à la Société conformément au présent contrat ou selon la Loi sur les Sociétés, la Société cessera d'exister à l'expiration de dix années suivant la Date de Commencement.

Dénomination de la Société

2.3 La Société existe sous la dénomination "Caspian Telecom" ou tout autre dénomination telle que déterminée le cas échéant par l'Associé Commandité.

Objet de la Société

2.4 L'objet de la Société consiste en la détention de participations dans une ou plusieurs Sociétés de Portefeuille au Luxembourg ou à l'étranger, y compris l'acquisition, la détention, la gestion, l'administration, la surveillance, le contrôle, le développement et la cession de ces participations.

2.5 La Société pourra signer, conclure et exécuter tous contrats, et réaliser toutes activités ou transactions financières, industrielles ou de propriétés intellectuelles que l'Associé Commandité estime nécessaires, souhaitables ou accessoires à la conduite des affaires de la Société.

2.6 La Société pourra accorder les garanties, indemnités et engagements en faveur de, ou accorder des prêts à, des tiers, y compris les Affiliés.

Siège social

2.7 Le siège social et le lieu du principal établissement de la Société sont établis au 48, Boulevard Grande-Duchesse, L-1330 Luxembourg, ou en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg tel que déterminé le cas échéant par l'Associé Commandité.

3. L'Associé Commandité. Nomination de l'Associé Commandité

3.1. L'Associé Commandité, en sa qualité de associé gérant commandité de la Société, gèrera les affaires de la Société et administrera les actifs de la Société conformément à son objet et selon les modalités du présent contrat.

/.../

Représentation de la Société

3.11 La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature de l'Associé Commandite ou tout autre représentant nommé par le dernier conformément au présent contrat.

/.../

Cet extrait a été préparé afin de se conformer aux exigences de publicité prévues par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, pour les sociétés en commandite spéciale.

Le présent extrait est rédigé en anglais, suivi par une traduction en français, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Référence de publication: 2016090605/167.

(160059746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

Via Key Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 5c, Wäistrooss.

R.C.S. Luxembourg B 205.150.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendsechzehn, am ersten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Frau Laura SIMONIS, geborene BUTTKUS, Magistra Artium, wohnhaft in D-54306 Kordel, 56, Butzweilerstraße (Deutschland).

Vorgenannte Partei hat den amtierenden Notar ersucht die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ist gegründet, der die nachstehende Satzung, sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde liegt.

Art. 2. Die Gesellschaft hat zum Zweck die Personalvermittlung, die Vermittlung von Fachkräften für berufsspezifische Schulungen und Beratungen, sowie Übersetzungen, Lektorat, Sprachkurse für Kinder, Jugendliche und Erwachsene.

Die Gesellschaft kann sich an Geschäften sowohl im In- als auch im Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Zweck verfolgen; sie kann weiterhin sämtliche handelsübliche, industrielle und finanzielle Operationen vornehmen, welche direkt oder indirekt auf dem Hauptzweck Bezug haben.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Die Gesellschaft führt den Namen „Via Key Solutions S.à r.l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Stadtbredimus.

Durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung kann der Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Geschäftsführung kann Zweigniederlassungen, Filialen, Agenturen oder administrative Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Art. 6. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert EURO (12.500.- EUR) eingeteilt in einhundert (100) Anteile von je einhundertfünfzig EURO (125.- EUR).

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit erhöht oder herabgesetzt werden, unter den in Artikel 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgesetzten Bedingungen.

Art. 8. Jeder Anteil ist proportional an den Aktiva und am Gewinn beteiligt.

Art. 9. Zwischen Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar. Die Übertragung unter Lebenden von Gesellschaftsanteilen an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der Gesellschafterversammlung und mindestens fünfundsiebzig Prozent des Gesellschaftskapitals. Im Übrigen wird auf die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 10. Tod, Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit des Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder nicht, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, verwaltet.

Falls die Gesellschafterversammlung nicht anders bestimmt, haben der oder die Geschäftsführer die weitestgehenden Befugnisse um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Der oder die Geschäftsführer der Gesellschaft können zu jeder Zeit und auch ohne rechtmäßigen Grund von der Generalversammlung der oder des Gesellschafters abberufen werden.

Art. 12. Bei der Ausübung ihres Amtes gehen der oder die Geschäftsführer keinerlei persönliche Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie lediglich für die ordnungsgemäße Durchführung ihres Amtes verantwortlich.

Art. 13. Jeder Gesellschafter ist in der Generalversammlung stimmberechtigt. Er hat soviel Stimmen wie er Anteile besitzt und kann sich aufgrund einer Vollmacht an den Versammlungen rechtsgültig vertreten lassen.

Art. 14. Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Beschlüsse über Satzungsänderungen kommen nur zustande, soweit sie von der Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Kapitals vertreten, gefasst werden.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 16. Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres erstellt die Geschäftsführung den Jahresabschluss.

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.

Art. 18. Fünf Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur Verfügung der Gesellschafter.

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 20. Wann, und so lang ein Gesellschafter alle Anteile besitzt, ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinn von Artikel 179(2) des Gesetzes über die kommerziellen Gesellschaften; in diesem Fall finden unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes Anwendung.

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweist der Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2016.

Zeichnung der Anteile

Alle einhundert (100) Anteile wurden gezeichnet von Frau Laura SIMONIS, vorgeannt.

Dieselben Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert EURO (12.500.- EUR) der Gesellschaft ab jetzt zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar ausdrücklich bestätigt wurde.

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen betragen schätzungsweise eintausend einhundert Euro (1.100.- EUR).

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Sodann fasst der Gesellschafter folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Zum alleinigen Geschäftsführer wird ernannt auf unbestimmte Dauer:

Frau Laura SIMONIS, vorbenannt.

Die Gesellschaft ist in allen Angelegenheiten rechtsgültig verpflichtet durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.

Zweiter Beschluss

Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-5450 Stadtbredimus, 5c, Wäistrooss.

Erklärung

Die erschienene Partei erklärt hiermit, dass sie selbst an den eingebrachten Vermögenswerten letztlich wirtschaftlich berechtigt ist und bestätigt dass die Gelder und Vermögenswerte nicht aus einer Straftat herrühren.

Belehrung

Der amtierende Notar hat die erschienene(n) Partei(en) darauf hingewiesen, dass vor der Ausübung der in Artikel 2 als Gesellschaftszweck bezeichneten Aktivitäten, die nötigen amtlichen Genehmigungen erteilt sein müssen, gemäß der aktuellen Gesetzgebung.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen zu Remich, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: L. SIMONIS, Patrick SERRES.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 06 avril 2016. Relation: GAC/2016/2729. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Remich, den 6. April 2016.

Référence de publication: 2016089866/104.

(160057733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2016.

CS German Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 124.848.

L'an deux mille seize, le vingt-deux mars.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

1. CORDEA SAVILLS INVESTMENTS LIMITED, une société de droit de l'Angleterre et du Pays de Galle ayant son siège social au 33 Margaret Street, London W1G 0JD,

2. SAVILLS INVESTMENT MANAGEMENT (LUXEMOURG) S.A R.L., ayant son siège social à L-2546 Luxembourg, 10, Rue C.M. Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce sous le numéro B 124.536,

ici représentées par Madame Cristiana VALENT, employée, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu de deux procurations données sous seing privé lui délivrées.

Lesquels procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le notaire et la mandataire, resteront annexées au présent acte avec lesquels elles seront enregistrées.

Lesquels comparants, agissant comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'acter:

- que les comparants sont les seules et uniques associés actuels de la société à responsabilité limitée «CS German Retail S.à r.l.», (la «Société»), établie et ayant son siège social à L-2546 Luxembourg, 10, Rue C.M. Spoo, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 124848, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 15 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 802 du 7 mai 2007, et que les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

- qu'en leur qualité d'associé, représentant l'intégralité du capital social de la société, ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de remplacer les cent vingt-cinq (125) parts sociales existantes par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales et décide de changer la valeur nominale des parts sociales à un euro (1,- EUR) chacune.

Les douze mille cinq cent (12.500) parts sociales sont réparties comme suit:

ASSOCIES	NOMBRE DES PARTS SOCIALES
SAVILLS INVESTMENT MANAGEMENT (LUXEMOURG) S.A R.L, prénommée, onze mille huit cent parts sociales	11.800
CORDEA SAVILLS INVESTMENTS LIMITED, prénommée, sept cent	700
Total	12.500

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide, en conséquence de ce qui précède de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Version anglaise:

“ **Art. 5. Corporate Capital.** The unit capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) units of one Euro (EUR 1.-) each.”

Version française:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représentés par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1.-) chacune.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ mille euros (EUR 1.000,-).

DONT ACTE, fait et passé Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Cristiana VALENT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 29 mars 2016. Relation GAC/2016/2465. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016089361/56.

(160058053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2016.

Quadriga Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 20, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 202.544.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 11 avril 2016

L'Assemblée Générale décide de transférer l'adresse de l'administrateur, Kindy FRITSCH, du 20, rue des Peupliers, à L-2328 Luxembourg au 20, rue de Bitbourg, à L-1273 Luxembourg.

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social Du commissaire aux comptes, AKTIV MANAGEMENT SA, du 20, rue des Peupliers, à L-2328 Luxembourg au 20, rue de Bitbourg, à L-1273 Luxembourg

Référence de publication: 2016091562/12.

(160060097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.